



CHAPITRE 76

Loi modifiant la Loi des cités et villes

[Sanctionnée le 18 mars 1960]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

CHAPTER 76

An Act to amend the Cities and Towns Act

[Assented to, the 18th of March, 1960]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

S.R.,
c. 233,
a. 2, am.

1. L'article 2 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1941, chapitre 233) est modifié en remplaçant les deux premiers alinéas du paragraphe 2, par les suivants:

Modifi-
cation de
charte par
lettres
patentes.

"2. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, à la demande du conseil d'une corporation municipale visée au sous-paragraphe *a*, *b* ou *c* du paragraphe 1 ci-dessus, émettre des lettres patentes modifiant la charte de cette corporation en remplaçant des dispositions qui s'y trouvent par celles qui, dans la présente loi, se rapportent aux mêmes sujets.

Valeur
et effet.

Subordonnément aux prescriptions de l'alinéa suivant du présent paragraphe, les modifications ainsi faites par lettres patentes ont la même valeur et le même effet que si elles l'étaient par une loi spéciale."

S.R.,
c. 233,
a. 13, am.

2. L'article 13 de ladite loi est modifié *a*) en remplaçant le paragraphe 1, par le suivant:

Résolu-
tion.

"**13.** 1. Le conseil de la municipalité qui désire l'érection de son territoire en municipalité de cité ou de ville adopte une résolution autorisant la présentation d'une requête au lieutenant-gouverneur en conseil à cet effet et l'accomplissement des autres formalités ci-après prévues."

1. Section 2 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1941, chapter 233) is amended by replacing the first two paragraphs of subsection 2, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 2, am.

"2. The Lieutenant-Governor in Council, on application of the council of a municipal corporation coming within the purview of paragraph *a*, *b* or *c* of subsection 1, may issue letters patent amending the charter of such corporation, by replacing provisions thereof by those of this act which relate to the same subjects.

Charter
amended
by letters
patent.

Subject to the provisions of the following paragraph of this subsection, the changes so made by letters patent shall have the same force and effect as if made by a special act."

Force and
effect.

2. Section 13 of the said act is amended *a*. by replacing subsection 1, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 13, am.

"**13.** 1. The council of the municipality desiring the erection of its territory into a city or town municipality shall pass a resolution authorizing the presentation of a petition to that effect to the Lieutenant-Governor in Council and the observance of the other formalities hereinafter provided for."

Resolu-
tion.

Avis.	<p>b) en remplaçant les six premières lignes du paragraphe 2, par les suivantes: "2. Un avis doit être inséré pendant deux semaines consécutives dans la <i>Gazette officielle de Québec</i>; il doit énoncer:".</p>	<p>b. by replacing the first six lines of subsection 2, by the following: "2. A notice shall be inserted during two consecutive weeks in the <i>Quebec Official Gazette</i>; it shall set forth:".</p>
S.R., c. 233, a. 13a, aj. Appro- bation.	<p>3. Ladite loi est modifiée en y ajoutant, après l'article 13, le suivant:</p>	<p>3. The said act is amended by adding thereto, after section 13, the following:</p>
Assemblée à cette fin.	<p>"13a. La résolution visée à l'article 13 doit être soumise à l'approbation des électeurs municipaux propriétaires d'immeubles imposables conformément au présent article.</p> <p>Une assemblée publique des électeurs doit être tenue au lieu, au jour et à l'heure fixés par le conseil à cette fin, dans les quinze jours qui suivent la dernière publication prescrite par l'article 13.</p>	<p>"13a. The resolution contemplated in section 13 shall be submitted for the approval of the municipal electors who are owners of taxable immoveables according to this section.</p> <p>A public meeting of the electors shall be held at the place, on the day and at the time fixed for such purpose by the council, within the fifteen days following the last publication prescribed by section 13.</p>
Heures.	<p>Cette assemblée doit être tenue entre sept heures et dix heures du soir, après un avis de convocation d'au moins cinq jours francs donné par le secrétaire-trésorier.</p>	<p>Such meeting shall be held between seven and ten o'clock in the evening, after the secretary-treasurer has given a notice of convocation of at least five clear days.</p>
Prési- dence.	<p>Elle est présidée par le maire ou par le pro-maire ou le maire suppléant selon le cas ou, en leur absence, par un conseiller ou un échevin selon le cas.</p>	<p>Such meeting shall be presided over by the mayor or the pro-mayor or the acting mayor, as the case may be, or in their absence, by a councillor or an alderman, as the case may be.</p>
Secrétaire de l'as- semblée et ses devoirs.	<p>Le secrétaire-trésorier ou selon le cas, le greffier agissant comme secrétaire de l'assemblée, lit la résolution et soumet celle-ci aux électeurs présents et habiles à voter sur cette résolution. Si, avant qu'il se soit écoulé deux heures depuis l'ouverture de l'assemblée, vingt électeurs présents et habiles à voter demandent que la résolution soit soumise pour approbation aux électeurs municipaux propriétaires d'immeubles imposables, le président de l'assemblée doit fixer le jour du vote sur cette résolution à une date appropriée dans les quinze jours suivant cette assemblée; dans ce cas, le vote est pris en la manière prévue aux articles 399 à 410 inclusivement, dont les dispositions s'appliquent, <i>mutatis mutandis</i>, à ladite résolution.</p>	<p>The secretary-treasurer or the clerk, as the case may be, acting as secretary of the meeting, shall read the resolution and submit it to the electors present and qualified to vote on such resolution. If, before two hours have elapsed after the opening of the meeting, twenty electors present and qualified to vote demand that the resolution be submitted for approval to the municipal electors who are owners of taxable immoveables, the person presiding at the meeting shall fix as polling day on such resolution a suitable date within the fifteen days following such meeting; in such case, the poll shall be held in the manner provided for in sections 399 to 410 inclusive, the provisions of which shall apply, <i>mutatis mutandis</i>, to the said resolution.</p>
Appro- bation.	<p>Si les électeurs présents à l'assemblée ne demandent pas que la résolution soit soumise pour approbation aux électeurs de la municipalité, cette résolution est réputée avoir été approuvée par ceux-ci."</p>	<p>If the electors present at the meeting do not demand that the resolution be submitted for approval to the electors of the municipality, such resolution is deemed to have been approved by the latter."</p>

S.R.,
c. 233,
a. 14, am.

4. L'article 14 de ladite loi est modifié en remplaçant le paragraphe 1, par le suivant:

Requête.

"14. 1. En tout temps, mais pas plus de deux mois après l'assemblée publique visée à l'article 13a, le conseil de la municipalité qui demande l'érection de son territoire en municipalité de cité ou de ville peut présenter une requête au lieutenant-gouverneur en conseil, le priant d'ordonner l'émission des lettres patentes."

S.R.,
c. 233,
a. 15, am.

5. L'article 15 de ladite loi, modifié par l'article 1 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 35, est de nouveau modifié en y ajoutant, après le mot "recensement", dans la sixième ligne du paragraphe 1, les mots "et d'un certificat du secrétaire-trésorier ou du greffier de la municipalité attestant l'approbation du projet d'érection par les électeurs-propriétaires et, selon le cas, la date et le lieu du scrutin tenu à cette fin et le total des votes, en nombre et en valeur, donnés pour et contre le projet".

Id., a. 17,
remp.

6. L'article 17 de ladite loi, modifié par des statuts subséquents, est remplacé par le suivant:

Première
élection.

"17. Dans une municipalité nouvellement érigée en ville ou en cité, la première élection générale a lieu le premier lundi juridique du mois de novembre de l'année qui suit celle de l'entrée en vigueur de la charte de cette nouvelle municipalité.

Maintien
en
fonctions.

Les membres du conseil de l'ancienne municipalité restent en fonction jusqu'à cette première élection générale et leurs termes d'office comme membres du conseil sont, selon le cas, prolongés ou réduits en conséquence; et les officiers du conseil de l'ancienne municipalité restent en fonction jusqu'à leur remplacement suivant la loi.

Élections
subsé-
quentes.

Les élections générales subséquentes ont lieu tous les deux ou trois ans selon que le conseil s'est prévalu ou non des dispositions de l'article 173a, le premier lundi juridique de novembre, à moins que le conseil ne décide, suivant l'article 173b, qu'elles auront lieu le premier lundi juridique de février."

4. Section 14 of the said act is amended by replacing subsection 1, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 14, am.

"14. 1. At any time not later than two months after the public meeting contemplated in section 13a, the council of the municipality applying for the erection of its territory into a city or town municipality may present a petition to the Lieutenant-Governor in Council praying for the issue of letters patent."

Petition.

5. Section 15 of the said act, amended by section 1 of the act 3-4 Elizabeth II, chapter 35, is again amended by adding thereto, after the word "census", in the sixth line of subsection 1, the words "and a certificate of the secretary-treasurer or clerk of the municipality attesting the approval of the proposed erection by the electors who are proprietors and, as the case may be, the date and place of the poll held for such purpose and the total of the votes, in number and in value, cast for and against the proposed erection".

R.S.,
c. 233,
s. 15, am.

6. Section 17 of the said act, amended by subsequent statutes, is replaced by the following:

Id., s. 17,
replaced.

"17. In a municipality newly erected into a town or city, the first general election shall be held on the first juridical Monday of the month of November of the year following that of the coming into force of the charter of such new municipality.

First
election.

The members of the council of the former municipality shall remain in office until such first general election and their terms of office as members of the council shall be prolonged or reduced, as the case may be; and the officers of the council of the former municipality shall remain in office until their replacement according to law.

Office
conti-
nued.

Subsequent general elections shall be held every two or three years according as the council may have availed itself or not of the provisions of section 173a, on the first juridical Monday of November, unless the council decides, under section 173b, that they shall be held on the first juridical Monday of February."

Subse-
quent
elections.

S.R.,
c. 233,
a. 26a,
aj.
Pouvoirs
addi-
tionnels.

7. Ladite loi est modifiée en y ajoutant, après l'article 26, le suivant:

- "26a.** Cette corporation peut aussi
- a) aider à la création et à la poursuite, dans la municipalité et ailleurs, d'œuvres de bienfaisance, d'éducation, de culture scientifique, artistique ou littéraire, de formation de la jeunesse et généralement de toute initiative de bien-être social de la population;
 - b) aider à l'organisation de centres de loisirs et de lieux publics de sport et de récréation;
 - c) fonder et maintenir des organismes d'initiative industrielle, commerciale ou touristique ou aider à leur fondation et à leur maintien;
 - d) accorder des subventions à des institutions, sociétés ou corporations vouées à la poursuite de fins ci-dessus mentionnées;
 - e) confier à des institutions, sociétés ou corporations sans but lucratif l'organisation et la gestion, pour le compte de la corporation municipale, d'activités ou organismes mentionnés aux paragraphes b et c du présent article, et, à cette fin, passer avec elles des contrats et leur accorder les fonds nécessaires.

Résolu-
tion.

Le conseil de la corporation municipale peut exercer par résolution les pouvoirs énumérés au présent article.

Limite.

Le montant total que la corporation peut affecter chaque année aux fins du présent article ne doit pas excéder le pourcentage budgétaire approuvé, préalablement par le ministre des affaires municipales et la Commission municipale de Québec. Cette approbation est valable aussi longtemps qu'elle n'est pas révoquée ou modifiée."

S.R.,
c. 233,
a. 42, am.

8. L'article 42 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la première ligne, le mot "Si" par les mots "Sous réserve des dispositions de l'article 42a, si".

Id.,
a. 42a,
aj.

9. Ladite loi est modifiée en y intercalant, après l'article 42, le suivant:

Règle-
ment
pour
annexer

"42a. Si le conseil de la corporation municipale dont il s'agit d'annexer le territoire ou une partie du territoire désapprouve le règlement ou refuse ou

7. The said act is amended by adding thereto, after section 26, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 26a,
added.
Addi-
tional
powers.

"26a. Such corporation may also

- a. assist in the undertaking and furtherance, in the municipality and elsewhere, of works of charity, education, scientific, artistic or literary culture, youth training, and generally of any social-welfare enterprise of the population;

- b. assist in the organization of recreational guidance centres and public places for sports and amusements;

- c. found and maintain bodies for industrial, commercial or tourist promotion or assist in their foundation and maintenance;

- d. grant subsidies to institutions, societies or corporations devoted to the pursuit of the aforesaid purposes;

- e. entrust to non-profit institutions, societies or corporations the organization and management, for the account of the municipal corporation, of activities or bodies mentioned in paragraphs b and c of this section and, for such purpose, make contracts with them and grant them the necessary funds.

The council of the municipal corporation may exercise by resolution the powers enumerated in this section.

Resolu-
tion.

The total amount which the corporation may appropriate each year for the purposes of this section shall not exceed the budgetary percentage previously approved by the Minister of Municipal Affairs and the Quebec Municipal Commission. Such approval is valid as long as it is not revoked or modified."

Limit.

8. Section 42 of the said act is amended by replacing, in the first line, the word "If" by the words "Subject to the provisions of section 42a, if".

R.S.,
c. 233,
s. 42, am.

9. The said act is amended by inserting therein, after section 42, the following:

Id.,
s. 42a,
added.

"42a. If the council of the municipal corporation of which the territory or part of the territory is to be annexed disapproves the by-law or refuses or neglects

By-law
to annex
in case of
refusal

au cas
de refus
de la
corpora-
tion à
être
annexer.

néglige d'en décider dans les soixante jours de la transmission qui lui est faite d'une copie conforme de ce règlement, le conseil de la corporation municipale qui désire l'annexion peut, sur requête reçue dans les soixante jours suivants, portant la signature de soixante et quinze pour cent en nombre et de cinquante pour cent en valeur des électeurs-propriétaires du territoire en question, adopter le règlement d'annexion avec la même validité et le même effet que s'il avait été approuvé à la fois par le conseil de la municipalité où se trouve ce territoire et par les électeurs-propriétaires suivant les dispositions des articles 33 à 41."

S.R.,
c. 233,
a. 43, am.

10. L'article 43 de ladite loi, modifié par l'article 1 de la loi 7 George VI, chapitre 37, est de nouveau modifié en remplaçant le deuxième alinéa, par le suivant:

Modifi-
cation
des con-
ditions
d'an-
nexion.

"Le lieutenant-gouverneur en conseil peut approuver le règlement avec les modifications qu'il juge appropriées quant aux conditions de l'annexion. Les conditions de l'annexion prévues au règlement ou celles déterminées par le lieutenant-gouverneur en conseil ont leur effet notwithstanding toutes dispositions législatives inconciliables régissant les corporations municipales intéressées."

S.R.,
c. 233,
a. 64,
remp.

11. L'article 64 de ladite loi, modifié par l'article 1 de la loi 8 George VI, chapitre 39, est remplacé par le suivant:

Rémuné-
ration.

"64. Le conseil peut, par le vote des deux tiers des échevins, adopter un règlement accordant une rémunération au maire et aux échevins pour leurs services comme tels.

Approba-
tion du
règle-
ment.

Ce règlement doit, pour entrer en vigueur et devenir exécutoire, être approuvé par les électeurs municipaux propriétaires d'immeubles imposables de toute la municipalité, suivant la procédure prévue pour l'approbation des règlements d'emprunts à l'article 593 et s'il y a lieu, aux articles 399 à 410 inclusivement.

Aucune
autre.

L'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil et celle de la Commission municipale de Québec ne sont pas requises dans le cas d'un tel règlement.

Restric-
tion.

Le présent article ne s'applique pas aux cités et villes de cinquante mille âmes ou

to decide thereon within sixty days of the transmission to it of a true copy of such by-law, the council of the municipal corporation desiring the annexation may, on petition received within the following sixty days, bearing the signatures of seventy-five per cent in number and fifty per cent in value of the electors who are proprietors of the territory concerned, pass the annexation by-law with the same validity and effect as if it had been approved both by the council of the municipality where such territory is located and by the electors who are proprietors according to the provisions of sections 33 to 41."

10. Section 43 of the said act, amended by section 1 of the act 7 George VI, chapter 37, is again amended by replacing the second paragraph, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 43, am.

"The Lieutenant-Governor in Council may approve the by-law with the amendments which he deems suitable as to the conditions for annexation. The conditions for annexation provided by the by-law or those determined by the Lieutenant-Governor in Council shall have effect notwithstanding any inconsistent legislative provisions governing the municipal corporations concerned."

Amend-
ment to
conditions
of an-
nexion.

11. Section 64 of the said act, amended by section 1 of the act 8 George VI, chapter 39, is replaced by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 64,
replaced.

"64. The council, by a two-thirds vote of the aldermen, may enact a by-law to provide remuneration for the mayor and aldermen for their services as such.

Remune-
ration.

Such by-law must, to come into force and become applicable, be approved by the municipal electors who are proprietors of taxable immovables of the whole municipality, in conformity with the procedure provided for the approval of loan by-laws in section 593 and if occasion arises, in sections 399 to 410 inclusively.

Approval
of by-law.

The approval of the Lieutenant-Governor in Council and that of the Quebec Municipal Commission shall not be required in the case of such by-law.

No other.

This section shall not apply to cities and towns of fifty thousand souls or more

Restric-
tion.

plus au dernier recensement décennal du Canada, mais il s'applique à toutes les autres, quel que soit la loi qui les a constituées. Il n'a cependant pas pour effet de porter atteinte aux dispositions particulières que contiennent à ce sujet certaines chartes de cités et villes. Celles-ci peuvent cependant, par règlement approuvé en la manière susdite renoncer à ces dispositions particulières et se prévaloir des dispositions générales du présent article.

Services
gratuits.

A défaut d'un règlement adopté et approuvé en conformité du présent article ou d'une disposition particulière d'une autre loi, les charges de maire et d'échevin sont à titre bénévole.

Dépenses
de
voyage.

Le conseil peut aussi autoriser le paiement des dépenses de voyage et autres réellement encourues par un membre du conseil pour le compte de la corporation municipale, pourvu qu'elles aient été autorisées par résolution du conseil."

S.R.,
c. 233,
s. 68, am.

12. L'article 68 de ladite loi, modifié par l'article 4 de la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 36, est de nouveau modifié en y ajoutant après le mot "commission", dans la première ligne du dernier alinéa, les mots "nommée en vertu du présent article".

Id., ss.
68a-68b,
aj.

13. Ladite loi est modifiée en y ajoutant, après l'article 68, les suivants:

Commis-
sion
d'urba-
nisme.

"68a. Le conseil peut, par règlement,
a) constituer une commission d'urbanisme, composée du nombre de membres qu'il détermine et qui peuvent être choisis parmi les membres du conseil, les officiers du conseil et les contribuables résidents de la municipalité;

b) attribuer à cette commission des pouvoirs d'étude et de recommandation en matières de construction, de zonage, d'esthétique et du plan directeur de la municipalité;

c) lui déléguer ses pouvoirs, ou certains de ses pouvoirs, en ce qui concerne l'application de ses règlements relatifs aux matières précitées;

d) créer les fonctions de président, de vice-président, de secrétaire, de trésorier ou de secrétaire-trésorier de cette commission ou telles de ces fonctions qu'il juge utiles;

at the last decennial census of Canada, but shall apply to all others, whatever be the act whereby they were incorporated. Nevertheless it shall not have the effect of interfering with the special provisions in this respect contained in certain charters of cities and towns. The latter may however, by by-law approved in the aforesaid manner, abandon such special provisions and avail themselves of the general provisions of this section.

Failing a by-law passed and approved in conformity with this section or a special provision of another act, the offices of mayor and alderman shall be without remuneration.

The council may also authorize the payment of travelling and other expenses actually incurred by a member of the council for the municipal corporation, provided that they have been authorized by resolution of the council."

Services
gratui-
tous.

Travelling
expenses.

12. Section 68 of the said act, amended by section 4 of the act 6-7 Elizabeth II, chapter 36, is again amended by adding thereto after the word "committee", in the first line of the last paragraph, the words "appointed under this section".

R.S.,
c. 233,
s. 68, am.

13. The said act is amended by adding thereto, after section 68, the following:

Id., ss.
ss. 68a-
68b,
added.

"68a. The council, by by-law, may
a. establish a town-planning commission, composed of such number of members as it shall determine, who may be chosen from among the members of the council, the officers of the council and the ratepayers residing in the municipality;

b. assign to such commission powers of study and recommendation in matters of construction, zoning, aesthetics and the master plan of the municipality;

c. delegate to it its powers, or some of its powers, respecting the application of its by-laws relating to the aforesaid matters;

d. create the offices of chairman, vice-chairman, secretary, treasurer or secretary-treasurer of such commission or such of those offices as it may deem useful;

Town-
planning
commis-
sion.

e) définir les devoirs et attributions de la commission, de ses membres et de ses officiers;

f) permettre à la commission d'établir ses règles de régie interne;

g) fixer le terme d'office des membres;

h) autoriser le conseil à nommer, par résolution, les membres et officiers de la commission et à lui adjoindre, par résolution également, les personnes dont les services peuvent lui être nécessaires pour s'acquitter de ses devoirs.

Sommes
requises.

Le conseil peut voter et mettre à la disposition de la commission les sommes d'argent dont elle a besoin pour l'accomplissement de ses devoirs.

e. define the duties and functions of the commission, its members and its officers;

f. empower the commission to establish its rules of internal management;

g. fix the term of office of the members;

h. authorize the council to appoint, by resolution, the members and officers of the commission and to add to it, also by resolution, persons whose services may be necessary for the performance of its duties.

The council may vote and place at the disposal of the commission the sums of money which it may need for the fulfilment of its duties.

Monies
required.

Commis-
sion
conjointe.

68b. Plusieurs corporations municipales peuvent s'entendre pour constituer une commission conjointe d'urbanisme pour l'ensemble du territoire soumis à leur juridiction, avec ceux des pouvoirs, devoirs et attributions mentionnés à l'article 68a qu'elles jugent à propos de lui conférer.

Règle-
ment.

Chaque corporation municipale adopte à cette fin un règlement conforme à l'entente. Chacune doit être représentée dans la commission par au moins un membre, qu'elle nomme par résolution.

Disposi-
tions
applica-
bles.

Au surplus, toutes les dispositions de l'article 68a qui ne sont pas inconciliables avec celles du présent article s'appliquent, *mutatis mutandis*, aux commissions conjointes établies en vertu du présent article.

68b. Several municipal corporations may combine to establish a joint town-planning commission for the whole territory under their jurisdiction, with such of the powers, duties and functions mentioned in section 68a as they may deem expedient to assign to it.

Joint
commis-
sion.

Each municipal corporation shall pass for such purpose a by-law in accordance with the agreement. Each must be represented on the commission by at least one member appointed by it by resolution.

By-law.

Furthermore, all the provisions of section 68a which are not inconsistent with those of this section shall apply, *mutatis mutandis*, to joint commissions established under this section.

Provisions
to apply.

S.R.,
c. 233,
a. 192,
am.

14. L'article 197 de ladite loi est modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

Plusieurs
bureaux
dans
même
édifice.

"Il peut cependant, lorsqu'il le juge avantageux, établir dans un même édifice les bureaux de votation de plusieurs arrondissements."

14. Section 197 of the said act is amended by adding thereto the following paragraph:

R.S.,
c. 233,
s. 197,
am.

"He may however, when he deems it advantageous, establish the polls for several polling-subdivisions in the same building."

Many
polls in
same
building.

S.R.,
c. 233,
a. 385,
am.

15. L'article 385 de ladite loi, modifié par l'article 9 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 35, est de nouveau modifié en y ajoutant, à la fin, l'alinéa suivant:

Effet de
l'avis de
motion.

"Lorsqu'un avis de motion a été donné à l'effet de modifier un règlement de zonage adopté en vertu du paragraphe 1° de l'article 426, aucun plan de construction ne peut être approuvé ni aucun permis accordé pour l'exécution de travaux

15. Section 385 of the said act, amended by section 9 of the act 3-4 Elizabeth II, chapter 35, is again amended by adding thereto, at the end, the following paragraph:

R.S.,
c. 233,
s. 385,
am.

"When a notice of motion has been given to amend a zoning by-law adopted under paragraph 1 of section 426, no building plan shall be approved nor shall any permit be granted for carrying out works which, should the amending

Effect of
notice of
motion.

qui, advenant l'adoption du règlement de modification, seront prohibés dans la zone ou le secteur concerné. Cependant, si le règlement de modification n'est pas adopté et mis en vigueur dans les trois mois de la date de l'avis de motion, la prohibition édictée par le présent alinéa cesse alors d'être applicable aux travaux en question."

S.R.,
c. 233,
s. 425,
am.

16. L'article 425 de ladite loi est modifié en numérotant comme "3°" le paragraphe "2°" actuel et en insérant, à la suite du paragraphe 1°, le suivant:

Certificat
préalable
à occupa-
tion.

"2° Pour prescrire que tout immeuble nouvellement érigé ou modifié ou dont on a changé la destination ou l'usage ne peut être occupé avant qu'un certificat soit émis par l'autorité municipale à l'effet que l'immeuble nouvellement érigé ou modifié ou, selon le cas, que la destination ou l'usage nouveaux de l'immeuble sont conformes aux règlements de la corporation municipale; pour établir la procédure relative à la demande et à la délivrance d'un tel certificat."

S.R.,
c. 233,
s. 426,
am.
Construc-
tions,
etc.

17. Le paragraphe 1° de l'article 426 de ladite loi, modifié par des statuts subséquents, est remplacé par le suivant:

"1° Pour réglementer les matériaux à employer dans la construction et la façon de les assembler; interdire tous ouvrages n'ayant pas la résistance exigée et prévoir leur démolition; prescrire les conditions de salubrité et la profondeur des caves et sous-sols et l'usage qui peut en être fait; classer, pour fins de réglementation, les habitations, établissements commerciaux, établissements industriels et tous autres immeubles, y compris les édifices publics; régler les endroits où peut être située chaque catégorie de constructions susdites; diviser la municipalité en zones dont le conseil juge le nombre, la forme et la superficie convenables pour les fins de cette réglementation et, quant à chacune de ces zones, prescrire l'architecture, les dimensions, la symétrie, l'alignement, la destination des constructions qui peuvent y être érigées, l'usage de tout immeuble qui s'y trouve, la superficie et les dimensions des lots, la proportion de ceux-ci qui peut être occupée par les constructions, l'espace qui doit être laissé libre entre les constructions et les lignes des lots, l'espace

by-law be adopted, will be prohibited in the zone or sector concerned. But if the amending by-law is not adopted and put in force within three months from the date of the notice of motion, the prohibition enacted by this paragraph shall then cease to be applicable to the works in question."

16. Section 425 of the said act is amended by numbering the present paragraph "2" as "3" and by inserting, after paragraph 1, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 425,
am.

"2. To provide that no immovable newly erected or altered or the destination or use of which has been changed shall be occupied before a certificate is issued by municipal authority establishing that the newly erected or altered immovable, or the new destination or use of the immovable, as the case may be, is in conformity with the by-laws of the municipal corporation; to establish the procedure respecting the application for and issue of such certificate."

Certificate
prior to
occupa-
tion.

17. Paragraph 1 of section 426 of the said act, amended by subsequent statutes, is replaced by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 426,
am.

"1. To regulate the materials to be used in building and the manner of assembling the same; to prohibit any work not of the prescribed strength and provide for its demolition; to prescribe salubrious conditions and the depth of cellars and basements and the use to be made thereof; to classify, for purposes of regulation, dwellings, commercial establishments, industrial establishments and all other immovables, including public buildings; to regulate the places where each category of the aforesaid structures may be situated; to divide the municipality into zones of such number, shape and area as the council deems suitable for the purpose of such regulation and, with respect to each of such zones, to prescribe the architecture, dimensions, symmetry, alignment and destination of the structures which may be erected therein, the use of any immovable located therein, the area and dimensions of lots, the proportion of lots which may be occupied by structures, the space which must be left clear between structures and the lines of lots, the space

Buildings
etc.

qui, sur ces lots, doit être réservé et aménagé pour le stationnement ou pour le chargement ou le déchargement des véhicules et la manière d'aménager cet espace; diviser, s'il y a lieu, ces zones en secteurs pour fins de votation prévue par le présent article; obliger le propriétaire à soumettre au préalable les plans de construction, de reconstruction, de transformation ou d'addition de bâtiments, les projets de changements de destination ou d'usage d'un immeuble ou de déplacement d'un bâtiment, à un officier désigné à cette fin, et à obtenir de celui-ci un permis de construction ou un certificat d'approbation; empêcher ou suspendre l'érection de constructions ou l'exécution de travaux ou l'usage de bâtiments non conformes aux règlements et ordonner, au besoin, la démolition de toute construction érigée en contravention à ces règlements.

Modifi-
cation
ou abro-
gation
par règle-
ment.

Tout règlement adopté en vertu du présent paragraphe et toute partie d'un tel règlement divisant la municipalité en zones ou en secteurs pour fins de votation, prescrivant les matériaux extérieurs, l'architecture, les dimensions, la symétrie, l'alignement, la destination des constructions qui peuvent y être érigées et l'usage de tout immeuble s'y trouvant, ou la superficie et les dimensions des lots, la proportion de ceux-ci qui peut être occupée par les constructions, l'espace qui doit être laissé entre les constructions et les lignes de lots, celui qui doit être réservé et aménagé pour le stationnement ou pour le chargement ou le déchargement des véhicules et la manière d'aménager cet espace, ne peut être modifié ou abrogé que par un autre règlement approuvé conformément aux dispositions suivantes:

Avis.

Le greffier doit, dans les trois jours de l'adoption de ce règlement, en donner avis public et le tenir affiché durant au moins cinq jours.

Assem-
blée
publique.

Une assemblée publique des électeurs propriétaires doit être tenue, entre sept heures et dix heures du soir, aux lieux et jour fixés par le conseil, entre le quinzième et le vingt-cinquième jour de l'adoption du règlement et après un avis de convocation d'au moins cinq jours francs donné par le greffier après l'expiration du délai fixé pour la présentation de la re-

which, on such lots, must be reserved and arranged for the parking, loading or unloading of vehicles and the manner of arranging such space; to divide such zones, if expedient, into sectors for purposes of the polling provided for by this section; to compel proprietors to submit previously the plans for the construction, reconstruction or alteration of or additions to buildings and projects for changes of the destination or use of an immovable or for the moving of a building, to an officer designated for such purpose and to obtain from the latter a building permit or certificate of approval; to prevent or suspend the erection of structures or the carrying out of works or the use of buildings not in conformity with the by-laws and to order the demolition, if necessary, of any structure erected in contravention of such by-laws.

Any by-law passed under this paragraph 1 and any part of such by-law dividing the municipality into zones or into sectors for voting purposes, prescribing the exterior materials, architecture, dimensions, symmetry, alignment or destination of the structures which may be erected therein and the use of any immovable located therein, or the area and dimensions of lots, the proportion of lots which may be occupied by structures, the space which must be left between structures and the lines of lots, the space which must be reserved and arranged for the parking, loading or unloading of vehicles and the manner of arranging such space, may not be amended or repealed except by another by-law approved in accordance with the following provisions:

Amend-
ment
or repeal
by by-
law.

The clerk, within three days of the passing of such by-law, shall give public notice thereof and keep it posted up for at least five days.

Notice.

A public meeting of the electors who are property-owners shall be held, between seven and ten o'clock in the evening, at the place and on the day fixed by the council, between the fifteenth and the twenty-fifth day after the passing of the by-law and after a notice of convocation of at least five clear days given by the clerk after the expiration of the delay fixed for

Public
meeting.

quête visée au dernier alinéa du présent paragraphe 1°.

Présidence.

Cette assemblée est présidée par le maire ou le maire suppléant ou, en leur absence, par un échevin.

Procédure.

Le greffier, agissant comme secrétaire de l'assemblée, lit le règlement d'abrogation ou de modification et le soumet aux électeurs présents et habiles à voter sur ce règlement. Si, dans l'heure qui suit la fin de la lecture du règlement, six électeurs propriétaires présents et habiles à voter, ou la majorité des électeurs habiles à voter lorsque leur nombre est inférieur à douze, demandent que le règlement soit soumis pour approbation aux électeurs propriétaires, le président de l'assemblée fixe le jour du scrutin à une date appropriée dans les quarante jours suivant cette assemblée; dans le cas contraire, le règlement est réputé avoir été approuvé par les électeurs.

Votation.

Au cas de votation, elle a lieu à la date fixée par le président de l'assemblée des électeurs et conformément à la procédure prescrite par les articles 399 à 410. Dans aucun cas, le règlement ne peut être approuvé par les électeurs à moins qu'un tiers de ceux qui ont le droit de voter sur ce règlement et qui résident dans la municipalité n'aient exercé leur droit de vote. Seuls sont admis à voter sur le règlement d'abrogation ou de modification, ou sur la partie d'un règlement relative à telle abrogation ou modification, les électeurs propriétaires d'immeubles situés dans la municipalité ou, selon le cas, dans la zone ou le secteur affecté par ledit règlement ou ladite partie du règlement.

Propriétaires d'immeubles contigus.

Toutefois, les propriétaires d'immeubles situés dans une zone ou un secteur contigu à celle ou à celui qu'affecte le règlement ou la partie de règlement en question sont aussi admis à voter, sur présentation, au greffier, dans les cinq jours qui suivent la période d'affichage de l'avis public visé au troisième alinéa du présent paragraphe, d'une requête signée par au moins douze électeurs propriétaires de la zone ou du secteur contigu en question, ou par la majorité d'entre eux si leur nombre est inférieur à vingt-quatre."

S.R., c. 233.

18. Le paragraphe 1°a de l'article 426 de ladite loi, édicté par l'article 9 de la

presenting the petition contemplated in the last paragraph of this paragraph 1.

Such meeting shall be presided over by the mayor or the acting mayor or, in their absence, by an alderman.

Presidency.

The clerk, acting as secretary of the meeting, shall read the repealing or amending by-law and submit it to the electors present and qualified to vote on such by-law. If, within the hour following the end of the reading of the by-law, six electors present who are property-owners and qualified to vote, or the majority of the electors qualified to vote when their number is less than twelve, demand that the by-law be submitted for approval to the electors who are property-owners, the chairman of the meeting shall fix as polling day a suitable date within the forty days following such meeting; otherwise the by-law is deemed to have been approved by the electors.

Procedure.

If there is a poll, it shall be held on the date fixed by the chairman of the meeting of electors and according to the procedure prescribed by sections 399 to 410. In no case can the by-law be approved by the electors unless one-third of those who are qualified to vote on such by-law and who reside in the municipality have voted. The only persons permitted to vote on the repealing or amending by-law, or on the portion of a by-law respecting such repeal or amendment, are the electors who are owners of immovables situated in the municipality or, as the case may be, in the zone or sector affected by the said by-law or portion of a by-law.

Voting.

Nevertheless, the owners of immovables situated in a zone or sector adjacent to that affected by the by-law or portion of a by-law in question shall also be permitted to vote, upon presentation to the clerk, within the five days following the period of posting of the public notice provided for in the third paragraph of this paragraph 1, of a petition signed by at least twelve electors who are property-owners in the adjacent zone or sector in question, or by the majority of them if their number is less than twenty-four."

Owners of adjacent immovables.

18. Paragraph 1a of section 426 of the said act, enacted by section 9 of the

R.S., c. 233.

a. 426,
am.

loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 36, est modifié en remplaçant le point qui termine le sous-paragraphe *b* par un point-virgule et en remplaçant le reste dudit paragraphe par ce qui suit:

"c) à moins que le lot sur lequel doit être érigée une construction ne soit adjacent à une rue publique.

Restriction.

Les dispositions des sous-paragraphe *a*, *b* et *c* du présent paragraphe ne s'appliquent pas aux constructions pour fins agricoles sur des terres en culture;"

S.R.,
c. 233,
a. 426,
am.

19. Le paragraphe 1^b de l'article 426 de ladite loi, édicté par l'article 9 de la loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 36, est remplacé par le suivant:

Tarif
d'hono-
raires.

"1^b Pour établir un tarif d'honoraires exigibles pour l'émission des certificats d'approbation et des permis de construction visés au paragraphe 1^o du présent article. Cependant, dans le cas de construction d'habitations, ces honoraires ne doivent pas excéder dix dollars par logement."

S.R.,
c. 233,
a. 426,
am.

20. Le paragraphe 8^o de l'article 426 de ladite loi est modifié en ajoutant après le mot "matériaux", dans la sixième ligne, les mots "ou des arbres et arbustes".

Idem.

21. Le paragraphe 27^o de l'article 426 de ladite loi est modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

Recon-
struction,
etc.

"Pour ordonner que la reconstruction ou la réfection de tout bâtiment détruit ou devenu dangereux ou ayant perdu au moins la moitié de sa valeur par suite d'incendie, ou de quelque autre cause, soit effectuée en conformité des règlements en vigueur au moment de cette reconstruction ou réfection;"

S.R.,
c. 233,
a. 427,
am.Conduites
privées,
etc.,
aux frais
du pro-
priétaire.

22. Le paragraphe 26^o de l'article 427 de ladite loi est remplacé par le suivant:
"26^o Pour prescrire, nonobstant toute disposition législative inconciliable avec la présente, que la construction des conduites privées et des entrées d'eau et d'égout, ainsi que leur raccordement avec les conduites publiques et leur entretien, devront se faire aux frais du propriétaire, le coût de la réfection de la rue, du pavage et du trottoir, le cas échéant, faisant partie de ces frais.

act 5-6 Elizabeth II, chapter 36, is amended by replacing the period at the end of sub-paragraph *b* by a semicolon and by replacing the remainder of the said paragraph by the following:

a. 426,
am.

"c. unless the lot on which a structure is to be erected is adjacent to a public street.

The provisions of sub-paragraphs *a*, *b* and *c* of this paragraph shall not apply to structures for agricultural purposes on lands under cultivation;"

Restriction.

19. Paragraph 1*b* of section 426 of the said act, enacted by section 9 of the act 5-6 Elizabeth II, chapter 36, is replaced by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 426,
am.

"1*b*. To establish a tariff of fees payable for the issue of the certificates of approval and building permits provided for in paragraph 1 of this section. However, in the case of the construction of dwellings, such fees shall not exceed ten dollars per dwelling unit."

Tariff
of fees.

20. Paragraph 8 of section 426 of the said act is amended by adding after the word "materials", in the sixth line, the words "trees or shrubs".

R.S.,
c. 233,
s. 426,
am.

21. Paragraph 27 of section 426 of the said act is amended by adding thereto the following paragraph:

Idem.

"To order that the reconstruction or restoration of any building which has been destroyed or has become dangerous or has lost at least one-half of its value through fire or any other cause, shall be carried out in accordance with the by-laws in force at the time of such reconstruction or restoration;"

Recon-
struction,
etc.

22. Paragraph 26 of section 427 of the said act is replaced by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 427,
am.

"26. To require, notwithstanding any legislative provision inconsistent herewith, that the construction of private conduits, water intakes and sewer outlets, as well as their connection with the public conduits and their maintenance, shall be done at the expense of the owner, the cost of repairing the street, pavement and sidewalk, where necessary, forming part of such expense.

Private
conduits,
etc., at
expense
of owner.

Travaux
faits par
corpora-
tion, etc.

Pour prescrire que tous les travaux dans la rue seront exécutés par la corporation municipale ou avec sa permission et sous la surveillance de son préposé, aux frais du propriétaire qui devra déposer une somme fixée par le conseil pour assurer le paiement immédiat du coût total de ces travaux.

Charge
etc.

Pour prescrire le mode, les matériaux et l'époque de la construction et des raccordements de ces ouvrages et décréter que le coût total de ceux-ci constituera contre la propriété une charge au même rang que la taxe foncière et sujette à recouvrement de la même manière.

Soupape
de sûreté.

Pour obliger tout propriétaire d'immeubles à y installer une soupape de sûreté afin d'empêcher tout refoulement des eaux d'égout. Au cas de défaut du propriétaire d'installer une telle soupape ou un tel dispositif de sûreté conformément aux règlements adoptés en vertu de la présente disposition, la corporation municipale n'est pas responsable des dommages causés à l'immeuble ou à son contenu par suite d'inondation causée par le refoulement des eaux d'égout."

S.R.,
c. 233,
a. 429,
am.

23. L'article 429 de ladite loi, déjà modifié par des statuts subséquents, est de nouveau modifié en y ajoutant le paragraphe suivant:

Locations.

"3^a Pour louer des locaux, des comptoirs ou des kiosques dans les centres de loisirs, terrains de jeux, parcs et places publiques ainsi que dans les édifices municipaux, et en régler les conditions de louage, l'usage et la tenue."

S.R.,
c. 233,
a. 429,
am.

Centres
de loisirs,
etc.

24. Le paragraphe 4^a de l'article 429 de ladite loi est remplacé par le suivant:
"4^a Pour établir, aménager, maintenir et améliorer des centres de loisirs et des terrains de jeux; et aussi pour conclure des ententes avec toute corporation scolaire, institution d'enseignement ou toute autorité religieuse pour établir, aménager, maintenir et améliorer en commun des centres de loisirs et des terrains de jeux et déterminer la part contributive de chacune des parties à de telles ententes;"

S.R.,
c. 233,
a. 429,
am.

25. Le paragraphe 6^e de l'article 429 de ladite loi est remplacé par le suivant:

To require that all works in the street shall be performed by the municipal corporation or with its permission and under the supervision of its representative, at the cost of the proprietor who must deposit a sum fixed by the council to ensure the immediate payment of the total cost of such works.

Works
done by
corpora-
tion, etc.

To prescribe the mode, materials and time of construction and connection of such works and order that their total cost shall constitute a charge upon the property of the same rank as the real estate tax and shall be recoverable in the same manner.

Charge,
etc.

To oblige every owner of an immovable to instal a check-valve therein in order to prevent any back-flow of sewage. Should the owner fail to instal such check-valve or safety device in accordance with the by-laws passed under this provision, the municipal corporation shall not be liable for damages caused to the immovable or its contents through flooding occasioned by the back-flow of sewage;"

Check-
valves.

23. Section 429 of the said act, already amended by subsequent statutes, is again amended by adding thereto the following paragraph:

S.R.,
c. 233,
s. 429,
am.

"3a. To lease premises, counters or stands in recreational centres, playgrounds, parks and public places as well as in municipal buildings, and determine the conditions of the lease, use and operation thereof."

Leases.

24. Paragraph 4a of section 429 of the said act is replaced by the following:

S.R.,
c. 233,
s. 429,
am.

"4a. To establish, equip, maintain and improve recreational centres and playgrounds; and also to make agreements with any school corporation, educational institution or any religious authority for the joint establishing, equipping, maintaining and improving of recreational centres and playgrounds and to determine the contributory share of each of the parties to such agreements;"

Recrea-
tional
centres,
etc.

25. Paragraph 6 of section 429 of the said act is replaced by the following:

S.R.,
c. 233,
s. 429,
am.

Noms
des rues.

"6° Pour changer les noms de rues, ruelles ou places publiques; pour donner des noms à celles qui n'en possèdent pas, sauf, dans ce cas, le droit du conseil de procéder par résolution ou par règlement, à son choix;"

"6. To change the names of streets, lanes or public places; to give names to those which have none, saving, in such case, the right of the council to proceed by resolution or by by-law, at its option;"

Naming
of streets.S.R.,
c. 233,
a. 429,
am.
Plan
directeur.

26. Le paragraphe 8° de l'article 429 de ladite loi est remplacé par le suivant:
"8° Pour ordonner la confection d'un plan directeur du territoire ou de toute partie du territoire de la municipalité, avec spécification des fins auxquelles peut servir chacune des parties du territoire compris dans le plan;

26. Paragraph 8 of section 429 of the said act is replaced by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 429,
am.

"8. To order the making of a master plan of the territory or of any portion of the territory of the municipality, specifying the purposes for which each portion of the territory included in the plan may be used;

Master
plan.Obliga-
toire.

Pour décréter que ce plan directeur deviendra obligatoire; pour le modifier ou l'abroger, en entier ou en partie, sous réserve cependant des dispositions du paragraphe 1° de l'article 426;

To enact that such master plan shall become obligatory; to amend or repeal the same, wholly or in part, subject however to the provisions of paragraph 1 of section 426;

Obliga-
tory.

Rues.

Pour fixer l'emplacement des rues publiques ou privées, ainsi que des ruelles ou places publiques sur les terrains que les propriétaires subdivisent en lots à bâtir; pour prohiber tels subdivisions et emplacements de rues ainsi que les ruelles ou places publiques qui ne concordent pas avec le plan directeur de la municipalité et obliger les propriétaires de rues et de ruelles privées à indiquer, de la manière que le conseil le stipule, leur caractère de voies privées;

To regulate the laying out of the public or private streets and the lanes or public places upon lands which the owners are subdividing into building lots; to prohibit such subdivisions and laying out of streets as well as lanes or public places which do not coincide with the master plan of the municipality and to compel the owners of private streets and lanes to indicate, in the manner stipulated by the council, that the same are private;

Streets.

Tracé.

Pour prescrire, selon la topographie des lieux et l'usage auquel elles sont destinées, la manière dont les rues et ruelles, publiques ou privées, doivent être tracées, la distance à conserver entre elles et leur largeur si elle doit excéder soixante-six pieds anglais;

To prescribe, according to the topography of the ground and the use for which they are intended, the manner of laying out public or private streets and lanes, the distance to be left between them and their width if it is to exceed sixty-six feet English measure;

Laying
out.Plan de
division
ou sub-
division.

Pour obliger le propriétaire de tout terrain à soumettre au préalable au conseil de la corporation municipale ou à un officier désigné à cette fin par le conseil, tout plan de division ou de redivision de ce terrain ou de modification ou d'annulation de livre de renvoi d'une subdivision, que ce plan prévoit ou non des rues, et à obtenir du conseil ou de l'officier en question un permis de lotissement;

To compel the owner of any land to submit previously to the council of the municipal corporation or to an officer designated for such purpose by the council, any plan dividing or redividing such land or amending or cancelling the book of reference of a subdivision, whether such plan provides for streets or not, and to obtain from the council or the officer concerned a subdivision permit;

Division
or subdi-
vision
plan.Tarif
d'hono-
raires.

Pour établir un tarif d'honoraires exigibles pour l'émission d'un tel permis de lotissement;

To establish a tariff of fees payable for the issue of such subdivision permit;

Tariff of
fees.Cession
pour rues.

Pour exiger, comme condition préalable à l'approbation d'un plan de subdivision, que des rues y soient prévues ou non, que

To require, as a condition precedent to the approval of a subdivision plan, whether it provides for streets or not,

Cession
for
streets.

le propriétaire cède à la corporation municipale, pour fins de parcs ou de terrains de jeux, une superficie de terrain n'excédant pas cinq pour cent du terrain compris dans le plan et situé à un endroit qui, de l'avis du conseil, convient pour l'établissement de parcs ou de terrains de jeux, ou exiger du propriétaire, au lieu de cette superficie de terrain, le paiement d'une somme n'excédant pas cinq pour cent de la valeur mentionnée au rôle d'évaluation du terrain compris dans le plan. Le produit de ce paiement doit être versé dans un fonds spécial qui ne peut servir qu'à l'achat de terrains destinés à l'établissement ou à l'aménagement de parcs et de terrains de jeux et les terrains cédés à la corporation municipale en vertu du présent paragraphe ne peuvent être utilisés que pour des parcs ou des terrains de jeux;

Plan directeur commun.

Pour décréter, de concert avec le conseil d'autres corporations municipales intéressées, la confection d'un plan directeur commun du territoire ou d'une partie du territoire de chacune de ces corporations et pour rendre ce plan obligatoire, dans la municipalité, pour la partie qui la concerne;

Modification, etc.

Pour modifier ou abroger de concert avec le conseil d'autres corporations municipales intéressées un tel plan directeur commun, en tout ou en partie, dans la mesure conciliable avec les dispositions de l'article 426;

Plan de division, etc., à être soumis.

Pour obliger le propriétaire de tout terrain à soumettre au préalable tout plan de division ou de redivision de ce terrain ou de modification ou d'annulation de livre de renvoi d'une subdivision, que ce plan prévoit ou non des rues, à une commission créée à cette fin en vertu de l'article 68*b*, par les corporations municipales intéressées dans le plan directeur commun, et à obtenir de ladite commission un permis de lotissement;

Tarif d'honoraires.

Pour établir un tarif d'honoraires exigibles pour l'émission d'un tel permis de lotissement;".

S.R., c. 233, a. 429, am.
Détournement

27. L'article 429 de ladite loi est modifié en y ajoutant, après le paragraphe 11°, le suivant:

"11*a* Pour permettre le détournement de la circulation dans les rues de la mu-

that the owner convey to the municipal corporation, for park or playground purposes, an area of land not exceeding five per cent of the land comprised in the plan and situated at a place which, in the opinion of the council, is suitable for the establishment of parks or playgrounds; or to exact from the owner, instead of such area of land, the payment of a sum not exceeding five per cent of the value mentioned in the valuation roll of the land comprised in the plan. The proceeds of such payment must be paid into a special fund which may be used only for the purchase of lands intended for the establishing or equipping of parks and playgrounds and the lands conveyed to the municipal corporation under this paragraph can only be used for parks or playgrounds;

To order, in concert with the councils of other interested municipal corporations, the making of a joint master plan of the territory or a portion of the territory of each of such corporations and to render such plan obligatory within the municipality as regards the portion which concerns it;

Joint master plan.

To amend or repeal in concert with the councils of the other interested municipal corporations such joint master plan, wholly or in part, in so far as is consistent with the provisions of section 426;

Amendment, etc.

To compel the owner of any land to submit previously any plan dividing or redividing such land or amending or cancelling the book of reference of a subdivision, whether such plan provides for streets or not, to a commission created for such purpose under section 68*b*, by the municipal corporations interested in the joint master plan, and to obtain from the said commission a subdivision permit;

Subdivision plan, etc., to be submitted.

To establish a tariff of fees payable for the issue of such subdivision permit;".

Tariff of fees.

27. Section 429 of the said act is amended by adding thereto, after paragraph 11, the following:

R.S., c. 233, s. 429, am.

"11*a*. To authorize the diversion of traffic in the streets of the municipality

Diversion of

de circu-
lation.

nicipalité pour y exécuter des travaux de voirie, incluant l'enlèvement et le déblaiement de la neige, et pour toute autre raison de nécessité ou d'urgence et donner aux officiers et employés compétents de la corporation municipale l'autorité et les pouvoirs nécessaires pour l'exécution des règlements adoptés à ces fins, y compris l'enlèvement et le déplacement de tout véhicule stationné à un endroit où il nuit aux travaux de la corporation et le touage de ce véhicule ailleurs, notamment à un garage, aux frais du propriétaire, avec stipulation qu'il ne peut en recouvrer la possession que sur paiement des frais de touage qui ne doivent pas excéder quinze dollars et de remisage, qui ne doivent pas excéder un loyer basé sur les taux courants du garage intéressé pour remisage des automobiles;"

for the performance there of work on traffic. roads, including the removal and clearing of snow, and for any other reason of necessity or emergency and to grant to the competent officers and employees of the municipal corporation the authority and powers necessary for the carrying out of the by-laws made for such purposes, including the removal and conveyance of any vehicle parked where it hinders the work of the corporation and the towing of such vehicle elsewhere, particularly to a garage, at the expense of the owner, with provision that he may recover possession thereof only on paying the towing charges which shall not exceed fifteen dollars and storage costs, which shall not exceed a rent based on the current rates of the garage concerned for the storage of automobiles;"

S.R.,
c. 233,
a. 429,
am.

28. Le paragraphe 15° de l'article 429 de ladite loi est modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

Antennes.

"Pour régler l'installation, l'entretien, le nombre et la hauteur des antennes de télévision et de radio;"

28. Paragraph 15 of section 429 of the said act is amended by adding thereto the following paragraph:

R.S.,
c. 233,
s. 429,
am.

"To regulate the installation, maintenance, number and height of television and radio aerials;"

Aerials.

S.R.,
c. 233,
a. 429,
am.

29. L'article 429 de ladite loi est modifié en y ajoutant, après le paragraphe 27°b, les suivants:

Stationnement
de taxis,
etc.

"27°c Pour interdire aux taxis et autobus le stationnement, dans les rues et places publiques de la municipalité, ailleurs qu'aux endroits affectés à cette fin par règlement;

29. Section 429 of the said act is amended by adding thereto, after paragraph 27b, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 429,
am.

"27c. To prohibit taxis and autobuses from parking in the streets and public places of the municipality, elsewhere than at places set apart for such purpose by by-law;

Parking
of taxis,
etc.

Roulottes.

"27°d Pour interdire le stationnement des roulottes dans les rues et places publiques de la municipalité; pour aménager des terrains affectés à leur stationnement et imposer le paiement de droits ou de loyers aux occupants de ces terrains;"

"27d. To prohibit the parking of trailers in the streets and public places of the municipality; to prepare grounds set apart for the parking of trailers and impose the payment of dues or rents on the occupants of such grounds;"

Trailers.

S.R.,
c. 233,
a. 429,
am.

30. Le paragraphe 32° de l'article 429 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Plantation
d'arbres,
etc.

"32° Pour réglementer la plantation, la culture et la conservation des arbres dans les rues, squares et parcs de la municipalité; pour obliger tout propriétaire à garnir son terrain de gazon, d'arbustes ou d'arbres; pour interdire la plantation de peupliers et de saules en deçà d'une distance que le conseil détermine de tout trottoir, chaussée ou tuyau souterrain;"

30. Paragraph 32 of section 429 of the said act is replaced by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 429,
am.

"32. To regulate the planting, cultivation and preservation of trees in the streets, squares and parks of the municipality; to compel every proprietor to ornament his land with grass, shrubs or trees; to prohibit the planting of poplars or willows within a distance fixed by the council from any sidewalk, roadway or underground pipe;"

Planting
tries, etc.

S.R.,
c. 233,
a. 430,
remp.

31. L'article 430 de ladite loi, modifié par l'article 5 de la loi 9 George VI, chapitre 52, est remplacé par le suivant :

Plans
de la
municipi-
palité.

"430. Le conseil peut faire des règlements pour décréter la confection de plans ou cartes du territoire ou de toute partie du territoire de la municipalité, avec indication des rues, ruelles et places publiques, y compris les emplacements d'école avec le consentement des commissions scolaires intéressées et du surintendant de l'instruction publique, et les emplacements d'édifices du culte avec le consentement des autorités religieuses intéressées, et indication des dimensions nouvelles que le conseil entend donner à ces rues, ruelles et places publiques. Ces plans ou cartes, une fois confirmés par la Cour supérieure, sur requête à cette fin présentée au moins quinze jours après la publication d'un avis public mentionnant la confection de ces plans ou cartes et la nature de cette requête, ainsi que le jour, l'heure et le lieu de sa présentation, deviennent obligatoires pour une période de cinq années, pour la corporation municipale, les propriétaires intéressés et toute autre personne.

Confir-
mation.

Prolon-
gation.

Avant l'expiration de ce terme de cinq ans, le conseil peut, par règlement, et suivant la même procédure prolonger pour une autre période de cinq ans et, de la même manière, de cinq ans en cinq ans par a suite, le caractère obligatoire de ces plans ou cartes.

Empla-
cements
réservés.

Rien dans le présent article ne doit être interprété comme conférant à la corporation municipale le droit d'acquérir ou de s'approprier par voie d'expropriation des emplacements d'école ou d'édifice du culte.

Plans
demeu-
rant
en
vigueur.

Nonobstant les dispositions des alinéas précédents, les plans ou cartes confirmés par la Cour supérieure avant le 15 janvier 1960, en vertu du présent article tel qu'il se lisait alors, demeureront obligatoires durant une période de cinq années à compter de ladite date du 15 janvier 1960 et ils pourront être maintenus en vigueur de cinq ans en cinq ans, par la procédure prévue pour les plans et cartes ci-dessus visés.

Exemp-
tions.

Le conseil peut, par règlement, exempter de toute taxe les parties de lots affectées par l'application des dispositions ci-dessus du présent article ;

31. Section 430 of the said act, amended by section 5 of the act 9 George VI, chapter 52, is replaced by the following :

R.S.,
c. 233,
s. 430,
replaced.

"430. The council may make by-laws to have plans or maps made of the territory or any part of the territory of the municipality, indicating the streets, lanes and public places, including the sites of schools with the consent of the interested school boards and of the Superintendent of Education, and the sites of places of worship with the consent of the interested religious authorities, and indicating the new dimensions which the council intends to give to such streets, lanes and public places. Such plans or maps, when confirmed by the Superior Court, on petition to that effect presented at least fifteen days after publication of a notice announcing the making of such plans or maps and the nature of such petition, as well as the day, hour and place of its presentation, shall be binding for a period of five years, upon the municipal corporation, the proprietors interested and all other persons.

Plans of
municipi-
pality.

Confir-
mation.

Expan-
sion.

Before the expiration of such term of five years the council, by by-law, and following the same procedure may extend for another period of five years, and similarly for successive five-year periods thereafter, the binding nature of such plans or maps.

Nothing in this section shall be construed as granting to the municipal corporation the right to acquire or take possession by expropriation of the sites of schools or places of worship.

Sites
preserved.

Notwithstanding the provisions of the preceding paragraphs, the plans or maps confirmed by the Superior Court before the 15th of January, 1960, under this section as it then read, shall remain binding for a period of five years from the said 15th of January, 1960, and they may be maintained in force for successive periods of five years, by the procedure provided for the plans and maps above contemplated.

Plans re-
maining
into force.

The council may, by by-law, exempt from all taxes the parts of lots affected by the application of the foregoing provisions of this section ;

Exemp-
tions.

S.R.,
c. 233,
a. 432,
am.

32. L'article 432 de ladite loi est modifié en retranchant, dans les douzième, treizième et quatorzième lignes du deuxième alinéa, les mots " , et sur requête signée par la majorité des propriétaires intéressés à ces changements".

32. Section 432 of the said act is amended by striking out, in the twelfth, thirteenth, fourteenth and fifteenth lines of the second paragraph, the words " , and on petition to that effect, signed by the majority of the property-owners on the street or part of the street, in which such changes are projected".

R.S.,
c. 233,
s. 432,
am.

Id.,
a. 469,
am.

33. L'article 469 de ladite loi est modifié en y ajoutant, après le paragraphe 6°, le suivant:

33. Section 469 of the said act is amended by adding thereto, after paragraph 6, the following:

Id.,
s. 469,
am.

Restau-
rants
ambu-
lants.

"6°a Pour réglementer les restaurants ambulants ou en interdire l'exploitation et annuler en tout temps les permis accordés pour ce commerce, la corporation devant toutefois, dans ce cas, remettre au détenteur de la licence une partie de son coût correspondant à la période non écoulée de son terme;"

"6a. To regulate itinerant restaurants or prohibit the operation thereof and to cancel at any time the permits granted for such trade, the corporation being bound however, in such case, to remit to the holder of the license a portion of its cost corresponding to the unexpired portion of the term thereof;"

Itinerant
restau-
rants.

S.R.,
c. 233,
a. 472,
am.

34. L'article 472 de ladite loi est modifié en y ajoutant, après le paragraphe 1°, le suivant:

34. Section 472 of the said act is amended by adding thereto, after paragraph 1, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 472,
am.

Nui-
sances.

"1°a Pour décréter que la présence, sur un lot vacant, de branches, broussailles, mauvaises herbes, ferraille, détritiques, papiers, bouteilles vides ou déchets quelconques constitue une nuisance, sauf la présence de ferraille sur un lot vacant appartenant à un marchand de fer ou de ferraille et servant à son négoce; pour permettre aux employés de la corporation municipale de pénétrer sur les lieux et faire disparaître de telles nuisances, aux frais des propriétaires ou occupants, et pour imposer des amendes aux personnes qui ont causé ces nuisances ou qui, ayant la responsabilité de l'entretien du terrain, en tolèrent la présence, et pour prescrire toute mesure propre à prévenir et à supprimer de telles nuisances;"

"1a. To enact that the presence, on a vacant lot, of branches, brush, weeds, scrap iron, rubbish, papers, empty bottles or any waste matter constitutes a nuisance, saving the presence of scrap iron on a vacant lot belonging to a dealer in iron or scrap-iron and used in his trade; to authorize the employees of the municipal corporation to enter on the premises and cause such nuisances to be removed at the cost of the owners or occupants, and to impose fines on persons who have caused such nuisances or who, being responsible for the maintenance of the lot, tolerate the same, and to prescribe all measures calculated to prevent and abate such nuisances;"

Nui-
sances.

S.R.,
c. 233,
a. 521a,
aj.

35. Ladite loi est modifiée en y ajoutant, après l'article 521, le suivant:

35. The said act is amended by adding thereto, after section 521, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 521a,
added.

Taxe
spécial
pour
certains
travaux.

"**521a.** Nonobstant toute disposition législative inconciliable avec la présente contenue dans la présente loi ou dans une charte de cité ou de ville régie en partie par la présente loi, le conseil peut imposer la taxe spéciale pour le paiement de travaux municipaux de toute nature, y compris les travaux d'entretien, soit sur la base de l'évaluation municipale, soit sur

"**521a.** Notwithstanding any legislative provision inconsistent herewith contained in this act or in the charter of a city or town governed in part by this act, the council may impose the special tax for the payment of municipal works of any kind, including works of maintenance, according to either the municipal valuation or the area or the frontage of

Special
tax for
certain
works.

la superficie soit sur l'étendue en front des biens-fonds imposables assujettis à cette taxe. Le conseil peut aussi mettre le coût de ces travaux soit entièrement à la charge de la corporation, soit à la fois à sa charge et à celle des contribuables d'une ou de plusieurs parties de la municipalité, dans les proportions que détermine le règlement ou la résolution."

S.R.,
c. 233,
a. 522,
am.

Provisio.

36. L'article 522 de ladite loi, modifié par l'article 9 de la loi 7-8 Elizabeth II, chapitre 19, est de nouveau modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

"Les dispositions ci-dessus du présent article cessent de s'appliquer à ces terres et constructions dès qu'elles font l'objet d'une transaction ayant pour effet d'en transférer la propriété à une personne, société ou corporation qui les ont acquises pour fins de lotissement, de développement domiciliaire, industriel ou commercial, de spéculation ou d'opérations immobilières quelconques."

S.R.,
c. 233,
a. 593,
am.

Appro-
bation.

37. L'article 593 de ladite loi, modifié par des statuts subséquents, est de nouveau modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

"Lorsque le vote n'est pas tenu à la suite de l'assemblée publique prévue par le présent article, le règlement est réputé avoir été approuvé par les électeurs, même dans le cas des articles 596 et 597; si le vote a lieu et que la corporation tombe dans l'un des cas prévu aux articles 596 ou 597, le règlement doit faire l'objet d'un vote suivant les proportions édictées à l'article 596 ou, selon le cas, à l'article 597."

S.R.,
c. 233,
a. 599,
am.

Procé-
dure.

38. L'article 599 de ladite loi, modifié par l'article 13 de la loi 12 George VI, chapitre 29, est de nouveau modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

"La procédure prévue à l'avant-dernier alinéa de l'article 593 s'applique à l'approbation de tout règlement visé par le présent article. Cependant, si le nombre des électeurs intéressés aux travaux en question est inférieur à vingt dans une ville et à quarante dans une cité, le referendum a lieu s'il est demandé par la majorité d'entre eux."

the taxable real estate subject to such tax. The council may also charge the cost of such works either entirely to the corporation or to both the corporation and the ratepayers of one or more portions of the municipality, in the proportions determined by the by-law or resolution."

36. Section 522 of the said act, amended by section 9 of the act 7-8 Elizabeth II, chapter 19, is again amended by adding thereto the following paragraph:

"The foregoing provisions of this section shall cease to apply to such lands and structures as soon as they are the subject of a transaction the effect of which is to transfer the ownership thereof to a person, firm or corporation acquiring the same for subdivision into lots, for housing, industrial or commercial development or for speculation or any real estate operations."

R.S.,
c. 233,
s. 522,
am.

Provisio.

37. Section 593 of the said act, amended by subsequent statutes, is again amended by adding thereto the following paragraph:

"When a poll is not held following the public meeting provided for by this section, the by-law shall be deemed to have been approved by the electors, even in the case of sections 596 and 597; if a poll is held and the corporation falls under one of the cases provided for in section 596 or 597, the by-law shall be voted on according to the proportions enacted in section 596 or section 597, as the case may be."

R.S.,
c. 233,
s. 593,
am.

Approval.

38. Section 599 of the said act amended by section 13 of the act 12 George VI, chapter 29, is again amended by adding thereto the following paragraph:

"The procedure specified in the penultimate paragraph of section 593 shall apply to the approval of any by-law contemplated by this section. However, if the number of electors interested in the works in question is less than twenty in a town or forty in a city, the referendum shall be held if demanded by the majority of them."

R.S.,
c. 233,
s. 599,
am.

Proce-
dure.

S.R.,
c. 233,
a. 602,
am.

39. L'article 602 de ladite loi, modifié par l'article 12 de la loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 36, est de nouveau modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

Approba-
tion par
le mi-
nistre.

"Le ministre des affaires municipales peut aux mêmes conditions, nonobstant toute disposition législative inconciliable avec la présente, approuver des modifications aux règlements d'emprunt adoptés en vertu de la Loi concernant certains travaux municipaux dans le cas de travaux urgents ou de travaux exécutés à la suite d'une ordonnance du ministre de la santé ou de la Régie des services publics en vertu de la Loi de l'hygiène publique de Québec."

S.R.,
c. 233,
aa. 604a-
604f, aj.

40. Ladite loi est modifiée en y ajoutant, après l'article 604, les paragraphes, sous-titre et articles suivants:

"§ 28a.—Du fonds de roulement

Fonds
de rou-
lement
autorisé.

"604a. Dans le but de mettre à la disposition du conseil des deniers dont il peut avoir besoin soit pour rencontrer les dépenses de la corporation, au cours d'un exercice, en attendant la perception des revenus du même exercice, soit pour défrayer le coût de certains travaux d'utilité publique qui ne sont pas de simple entretien, ou de certains achats non d'usage courant, entraînant un déboursé qui n'est pas suffisamment élevé pour justifier un emprunt à long terme, le conseil peut constituer par règlement un fonds connu sous le nom de "fonds de roulement".

Capital.

"604b. Le capital de ce fonds ne doit pas excéder le montant autorisé préalablement par le ministre des affaires municipales et par la Commission municipale de Québec.

Emprunt
pour
consti-
tuer ce
fonds.

"604c. La corporation est autorisée à emprunter jusqu'à concurrence des sommes nécessaires à la constitution de ce fonds remboursables dans une période de quinze ans en suivant les formalités requises par la loi pour tout règlement décrétant un emprunt, sauf que l'approbation des électeurs municipaux, propriétaires d'immeubles imposables, n'est pas requise.

39. Section 602 of the said act, amended by section 12 of the act 5-6 Elizabeth II, chapter 36, is again amended by adding thereto the following paragraph:

R.S.,
c. 233,
s. 602,
am.

"The Minister of Municipal Affairs, notwithstanding any legislative provision inconsistent herewith, may on the same conditions approve amendments to loan by-laws passed under the Municipal Works Act, in the case of urgent works or works carried out pursuant to an order of the Minister of Health or of the Public Service Board under the Quebec Public Health Act."

Approval
by
minister.

40. The said act is amended by adding after section 604 thereof, the following subdivision, sub-title and sections:

R.S.,
c. 233,
ss. 604a-
604b,
added.

"§ 28a.—Working-fund

"604a. With a view to placing at the disposal of the council the money it may need either to meet the expenses of the corporation during a fiscal year, pending the receipt of revenues of the same fiscal year, or to pay the cost of certain public utility works which are not matters of mere maintenance, or of certain purchases not usually made and which are not so costly as to entail a long-term loan, the council may, by by-law, constitute a fund known as the "working-fund".

Working-
fund
author-
ized.

"604b. The capital of such fund shall not exceed the amount previously authorized by the Minister of Municipal Affairs and the Quebec Municipal Commission.

Capital.

"604c. The corporation is authorized to borrow up to the sums necessary to constitute such fund repayable in a period of fifteen years in accordance with the formalities prescribed by law for any loan by-law, except that the approval of the municipal electors who are owners of taxable immoveables shall not be required.

Loan to
constitute
such
fund.

Emprunts
de ce
fonds.

"604d. Le conseil peut, par résolution, emprunter à ce fonds les deniers dont il peut avoir besoin pour les fins mentionnées à l'article 604a. Aucun de ces emprunts ne doit être pour un terme excédant cinq ans. Cependant, les emprunts contractés en attendant la perception des revenus doivent être remboursés dans les douze mois de la date de leur approbation. La résolution autorisant l'emprunt indique de quelle manière se fera le remboursement et, advenant le cas où les revenus généraux seraient insuffisants pour parfaire ce remboursement, une taxe spéciale doit être imposée à un taux suffisant pour rencontrer les échéances annuelles. Lesdits emprunts, pour être valables, sont sujets à l'approbation de la Commission municipale de Québec.

Place-
ments.

"604e. Le conseil peut transporter à ce fonds les arrérages de taxes à la fin de chaque année. Il peut aussi employer les deniers disponibles de ce fonds à l'achat d'obligations du Canada ou de la province de Québec ou d'obligations garanties par le gouvernement de la province de Québec, qui restent à l'actif dudit fonds.

Intérêts.

"604f. Les intérêts du fonds de roulement sont appropriés comme des revenus ordinaires de l'exercice au cours duquel ils sont gagnés."

S.R.,
c. 233,
a. 605,
rempl.

Pouvoir
d'expro-
prier.

41. L'article 605 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"605. Le conseil peut, en se conformant aux dispositions des articles 606 à 609 et aux procédures d'expropriation prévues par la loi,

a) s'approprier tout immeuble, partie d'immeuble ou servitude nécessaire à l'exécution des travaux qu'il a ordonnés dans les limites de ses attributions;

b) s'approprier, en tout ou en partie, les chemins pavés ou empierrés dans la municipalité appartenant à des personnes, sociétés ou corporations privées;

c) s'approprier tout immeuble ou partie d'immeuble ou servitude dont il a besoin pour toutes fins municipales, y compris le stationnement des voitures automobiles.

Les dispositions ci-dessus du présent article ne doivent pas être interprétées

Droit
non
affecté.

"604d. The council may, by resolution, borrow from such fund the moneys it may need for the purposes mentioned in section 604a. No such loan shall be for a term exceeding five years. Nevertheless the loans contracted pending the collection of revenues shall be repaid within twelve months from the date of their approval. The resolution authorizing the loan shall determine how it shall be repaid and, if the general revenues should be insufficient to effect such repayment, a special tax shall be imposed at a rate sufficient to meet the sums falling due each year. To be valid, the said loans shall be subject to the approval of the Quebec Municipal Commission.

Borrowing
from such
loan.

"604e. The council may transfer to such fund the arrears of taxes at the end of each year. It may also use the liquid moneys of such fund to purchase bonds of Canada or of the Province of Quebec or of bonds guaranteed by the Government of the Province of Quebec, which shall remain credited to such fund.

Invest-
ments.

"604f. The interest on the working-fund shall be appropriated as ordinary revenue of the fiscal year during which it is earned."

Interest.

41. Section 605 of the said act is replaced by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 605,
replaced.

"605. The council may, by complying with the provisions of sections 606 to 609 and the expropriation procedure established by law,

Power to
expro-
prier.

a. expropriate any immovable property, any part thereof or any servitude required for the execution of works ordered by it within its jurisdiction;

b. expropriate the whole or part of any paved or stoned road in the municipality and belonging to persons, firms or private corporations;

c. expropriate any immovable property, any part thereof or any servitude it may need for any municipal purpose, including the parking of motor vehicles.

The foregoing provisions of this section shall not be regarded as restricting the

Right not
affected.

comme restreignant le droit que le conseil peut posséder par ailleurs d'acquérir de gré à gré des immeubles pour les mêmes fins."

right which the council may otherwise have to acquire, by mutual agreement, immoveables for the same purposes."

S.R.,
c. 233,
a. 609a,
aj.

42. Ladite loi est modifiée en y ajoutant, après l'article 609, le suivant:

42. The said act is amended by adding, after section 609 thereof, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 609a,
added.

Vente
d'effets
non
réclamés,
etc.

"609a. La corporation peut faire vendre à l'encan, par le ministère d'un huissier de la Cour supérieure, sans formalité de justice, et après les avis requis pour une vente de biens meubles sur une saisie-exécution, les objets, effets mobiliers ou autres biens meubles en sa possession qui ne sont pas réclamés dans les douze mois et qui proviennent soit d'un vol, soit d'une saisie ou d'une confiscation par ses officiers de police, soit de personnes décédées et aux funérailles desquelles la corporation a été obligée de pourvoir.

"609a. The corporation may cause to be sold at auction, by a bailiff of the Superior Court, without any judicial proceedings and after the notices required for the sale of moveables under writ of execution, the objects, moveable effects or other moveable property in its possession which are unclaimed within twelve months and are the proceeds of theft or have been seized or confiscated by its police officers or are left by dead persons for whose burial the corporation had to provide.

Sale of
unclaimed
objets,
etc.

Respon-
sabilité.

Si ces biens sont réclamés après la vente, la corporation n'est responsable que du produit de la vente, déduction faite des frais de vente et des autres dépenses qu'elle a encourues.

If such property be claimed after the sale, the corporation shall be liable only for the proceeds of the sale, after deducting the cost of the sale and other expenses which it may have incurred.

Liability.

Destruc-
tion.

S'ils ne peuvent être vendus parce qu'ils n'ont aucune valeur marchande ou à cause de l'illégalité de leur possession ou de leur usage, ils peuvent être détruits après publication de semblables avis, *mutatis mutandis*, et s'ils sont réclamés après leur destruction, la corporation n'est tenue au paiement d'aucune indemnité ou compensation."

If they cannot be sold because they have no merchantable value or by reason of the illegality of their possession or use, they may be destroyed after publication of similar notices, *mutatis mutandis*, and if they are claimed after destruction, the corporation shall not be liable for the payment of any indemnity or compensation."

Destruc-
tion.

S.R.,
c. 233,
a. 668,
am.
Signifi-
cation
par la
poste.

43. L'article 668 de ladite loi est modifié en y ajoutant, après le deuxième alinéa, le suivant:

43. Section 668 of the said act is amended by adding, after the second paragraph, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 668,
am.

"Cependant, lorsqu'il s'agit d'une pièce émise par la cour ou par le juge, à la suite d'une infraction à un règlement municipal ou à la Loi des véhicules automobiles, cette signification peut valablement être faite en étant adressée par courrier recommandé à l'adresse donnée par l'inculpé lors de la commission de l'infraction ou à l'adresse qu'il a donnée au service des véhicules automobiles du bureau du revenu de la province."

"However, in the case of a document issued by the court or judge following an infringement of a municipal by-law or of the Motor Vehicles Act, such service may validly be made when sent by registered mail to the address given by the accused when the infringement was committed or to the address which he has given to the Motor Vehicle Service of the Provincial Revenue Office."

Service
by mail.

Applica-
tion.

44. Les dispositions de l'article 36 de la présente loi s'appliquent à l'avenir, à compter inclusivement de la confection ou de la révision du prochain rôle d'éva-

44. The provisions of section 36 of this act shall apply in the future as from the drawing up or revision inclusive of the next municipal valuation roll, to

Applica-
tion.

lation municipale, aux terres et constructions qui ont fait avant l'entrée en vigueur de la présente loi, l'objet d'une transaction visée audit article 36.

lands and constructions that were, before the coming into force of this act, the subject of a transaction contemplated in said section 36.

Entrée en
vigueur.

45. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

45. This act shall come into force on the day of its sanction. Coming
into force.